

2017

CARNET d'EUROPE

Lettre mensuelle d'actualité européenne

L'actualité européenne est présentée et commentée tous les 1^{ers} mardis du mois à la Maison de l'Europe et des Européens de Lyon/Rhône-Alpes et, ponctuellement, au Comité de jumelage à Vienne (38) – aux Maisons de l'Europe à Valence (26) et Bourg-en-Bresse (01).

7 février 2017– N° 02/86 – 1 €

Au sommaire :

- *Edito : Ils font bouger les lignes en Europe... et après !*
- *De tout un peu*
 - ✓ *Un nouveau président au Parlement européen*
 - ✓ *Les populistes européens à la peine*
 - ✓ *Sigmar GABRIEL et Emmanuel MACRON défendent l'Union*
 - ✓ *Un nouveau président pour l'Allemagne*
 - ✓ *AIRBUS, bien placé en commandes, moins bien en livraison*
- *BREXIT : vers une sortie dure... ce n'est pas sûr !*
- *TRUMP contre l'Europe, pourquoi ?*

La lettre mensuelle d'actualité européenne est une publication de Presse fédéraliste – ISSN : 2119-2847

Directeur de la publication : Alain RÉGUILLON,

Presse fédéraliste C/o Maison de l'Europe et des Européens – 242, rue Du Guesclin – 69003 LYON

www.pressefederaliste.eu – Contact : alain.requillon@orange.fr

Les propos contenus dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs

Edito : ils font bouger les lignes en Europe...et après !

Alain REGUILLON, directeur de publication

Devra-t-on un jour remercier M CAMERON, Mme MAY et M TRUMP en leur décernant le prix Charlemagne pour avoir fait avancer la construction européenne ?

Ironie ou provocation, je laisse au lecteur de choix de ce propos. Ceci étant, il faut en convenir, l'intérêt des Européens pour l'Europe s'est renforcé depuis le BREXIT provoqué par M CAMERON, depuis l'annonce d'une sortie dure de l'Union par Mme MAY et, cerise sur le gâteau des irresponsables politiques, les déclarations de M TRUMP, l'homme qui fait peur... même en Europe centrale !

Et je n'oublie pas M TAJANI, nouveau président du Parlement européen, proche de M BERLUSCONI, qui par une élection laborieuse ne renforce pas le crédit du Parlement.

A-t-on entendu un haut responsable européen s'exprimer clairement pour condamner les postures des uns, les propos des autres ? Mme MERCKEL s'est exprimée, M HOLLANDE aussi et quelques autres, mais pas de déclaration commune ; le défaut d'Europe politique ne s'est jamais autant fait sentir.

Les grands médias nationaux parlent désormais un peu plus d'Europe. Bien sûr, ils n'en connaissent pas grand-chose. Aussi se contentent-ils de commentaires qui ne sont pas de nature à éclairer vraiment nos concitoyens. Les grands journaux nationaux et, dans une moindre mesure la presse régionale font des efforts d'information, efforts bien modestes cependant pour cette dernière. Mais nos concitoyens qui râlent de ne pas être informés, font-ils l'effort de chercher l'information ? Non. Combien lisent au moins un journal national par semaine ? Ils préfèrent s'en tenir à ce que disent les journaux télévisés, ce qui est une forme de fainéantise intellectuelle que je déplore.

Alors, l'Union saura-t-elle rebondir face aux défis que nous connaissons : défis migratoires, conflits extérieurs et rapport de force avec les pays continentaux qui soulignent combien l'absence de politique étrangère et de défense commune est un handicap pour l'Union ; défis démocratiques face à un Parlement européen qui ne donne pas l'image dynamique d'une assemblée politique soucieuse de faire évoluer l'Union vers un fonctionnement plus communautaire et moins intergouvernemental ; défis commercial, industriel et de développement de la recherche, de l'innovation et du numérique ; défis écologique, climatique, de la santé et de la sécurité alimentaire ; défis de la solidarité interne en développant une politique sociale et de l'emploi volontaire, externe en se préoccupant d'enrayer la misère dans le monde ; défis multiples de la mondialisation qui efface peu à peu le poids des États isolés au bénéfice des multinationales et des pays continentaux à l'image de la Chine, demain de l'Inde ou encore du Brésil.

Il y aurait encore beaucoup à citer car l'Union est en panne dans tous les domaines. Ce n'est pas qu'elle manque de talents ; ce n'est pas qu'elle n'ait rien fait depuis 60 ans ; ce n'est pas qu'elle manque de potentialités. Non. Ce qui lui manque, c'est le courage d'aller vers plus d'intégration sans attendre que les 28, demain peut-être les 27, avancent tous ensemble ; ce qui lui manque, c'est une envergure politique que l'on ne trouvera qu'en supprimant le Conseil européen au sein duquel les chefs d'État et de gouvernement ne défendent pas l'intérêt général, mais celui particulier de leur pays. Ce qui lui manque c'est une vision, c'est de la transparence, c'est une volonté de mieux communiquer et de redonner envie d'Europe à nos concitoyens.

L'Union européenne est en panne d'idées et je regrette que si certains diabolotins font bouger les lignes, il n'y ait personne pour saisir la balle au bond et ranimer la flamme européenne, bien pâlichonne depuis une dizaine d'années !



De tout un peu

✓ Un nouveau président pour le Parlement européen

La vie parlementaire européenne a cela d'étrange que la majorité qui se dégage de l'élection ne confère pas le droit de conduire durant 5 ans les destinées de cette assemblée. Le Président sortant, Martin SCHULZ, a bien été président durant 5 ans, mais cela résultait de deux mandatures différentes.

Ainsi, à mi-mandat, une nouvelle élection recompose le Bureau. Les majorités sont rarement franches, ce qui explique le besoin de créer de grandes coalitions à l'image des pratiques allemandes. L'élection de 2014 a fragilisé le Parlement avec l'arrivée d'un tiers de députés eurosceptiques, voire europhobes. C'est pourquoi, un accord entre les groupes PPE (droite chrétienne-démocrate), S&D (progressistes socialistes et démocrates) et ADLE (démocrates socio-libéraux) a été signé le 24 juin 2014 pour assurer cette alternance.

Las, cette belle unité a éclaté, chacun voulant être calife à la place du calife qui ne se représentait pas. C'est ainsi que 6 candidats, couvrant largement l'échiquier politique du Parlement se sont affrontés dans une élection poussive. Antonio TAJANI, italien, l'a emporté au 4^e tour de scrutin par 351 voix contre 282 à son compatriote Gianni PITTELLA. 713 députés ont pris part au vote pour 633 suffrages exprimés et 80 abstentions.

Comme l'a suggéré, à juste raison, Sylvie GOULARD, il eut été préférable qu'un accord politique portant sur les grands sujets qui animent l'Europe soit contracté entre les groupes favorables à la construction renforcée de l'Union, plutôt que de se livrer à ce triste étalage des divisions ne reposant que sur l'ambition partisane et personnelle plutôt que sur l'intérêt des Européens et de l'institution.

Ce nouveau président est élu avec le soutien implicite du groupe des conservateurs et réformistes européens (CRE), après un accord signé entre le PPE (217 députés) et l'ADLE (68 députés) : on ne peut pas en attendre un renforcement de l'institution.

Pour motif de satisfaction nous devons noter la réélection, dès le premier tour de Sylvie GUILLAUME à la Vice-présidence du Parlement et la reconduction à la Questure d'Elisabeth MORIN-CHARTIER.

La droite majoritairement modérée est à la tête désormais des 3 principales institutions de l'Union ; Jean-Claude JUNCKER à la Commission, Antonio TAJANI au Parlement et Donald TUSK au Conseil européen. Souhaitons que ce trio soit en capacité de tirer l'Union vers le haut... Sachons garder un brin d'optimisme !

✓ Les populistes européens à la peine

Je ne me réjouirai jamais assez de voir la mayonnaise de la droite extrémiste européenne rester à l'état liquide. Point de consistance ; une communication ratée ; des différends affichés ; voilà les ingrédients d'une rencontre qui ne marquera pas la vie politique extrémiste. Et c'est tant mieux si cela porte préjudice à Mme LE PEN qui ne parvient pas à tisser des liens forts sur le plan international, ce qui constitue un handicap non négligeable quand on prétend devenir présidente de la République française.

Le samedi 21 janvier se sont retrouvés à Berlin, quelques partis extrémistes : l'AfD de Frauke PETRY, parti anti-immigration et anti-euro en Allemagne, la Ligue du Nord en Italie,



le PVV néerlandais de Geert WILDERS, sans doute le plus dangereux des extrémistes et le FPÖ autrichien dont le président n'a pas fait le déplacement. Cette réunion était organisée par le groupe Europe des Nations et des Libertés du Parlement européen (ENL), groupe au sein duquel se retrouvent les députés FN et quelques isolés issus des partis de 6 autres pays.

Les Néerlandais, les Italiens de la Ligue du Nord et les Français sont sans doute les plus proches quant aux solutions anti-européennes. Mais il y a bien des réticences pour les Allemands de l'AfD et les Autrichiens. Ces derniers considèrent qu'ils ont perdu l'élection présidentielle de décembre dernier pour s'être trop affichés avec Mme LE PEN, dont le peuple n'apprécie pas sa volonté de sortir de l'Union et de l'euro. Le président du FPÖ s'était fait représenter par un député européen du groupe organisateur.

Quant à l'AfD, si sa présidente est très favorable à côtoyer Marine LE PEN, il n'en va pas de même pour de nombreux membres du parti qui n'étaient d'ailleurs pas présents à cette rencontre.

Ainsi, les droites extrêmes jouent un jeu qui ne présente pas les mêmes règles, ni n'utilise les mêmes cartes. Alors, il sera instructif de voir ce que les élections législatives aux Pays-Bas, en Allemagne et en France donneront comme résultat, en France cette élection étant précédée par celle présidentielle. Il y aura certes des représentants de ces formations politiques dans les prochaines assemblées, ce qui n'est pas choquant dans l'exercice de la démocratie, à condition que leur nombre ne soit pas celui du FN à l'assemblée de Strasbourg et que leur pouvoir de nuisance reste marginal.

Je veux croire que les électeurs allemands, néerlandais et français ne se laisseront pas TRUMPER par des promesses intenables et des slogans d'une bien triste période : celle qui conduisit au refus des différences, à l'élimination des minorités et à la privation des libertés fondamentales.

N'oublions pas l'histoire, elle nous évitera des erreurs tragiques.

✓ Sigmar GABRIEL et Emmanuel MACRON défendent l'Europe

L'un est allemand, Vice-chancelier et ministre de l'économie, l'autre est français, ancien ministre de l'économie et candidat à la présidence de la République. Le premier demande un assouplissement des mesures d'austérité imposées par le gouvernement de son pays afin de relancer l'économie dans les autres pays de l'Union, quitte à laisser filer, raisonnablement, le déficit au-delà des 3%. Il souligne qu'en cas d'éclatement de l'Union, c'est l'Allemagne qui en subirait les plus fortes conséquences puisqu'elle en est la première bénéficiaire, tant sur le pan économique que politique.

Le second s'est démarqué des autres candidats à la présidentielle en se rendant à Strasbourg, à Bruxelles et à Berlin, non pour se faire voir, mais pour dire sa foi en une Europe souveraine. Il salue la Commissaire européenne qui a taxé Apple en soulignant que la France n'aurait pas pu le faire ; il salue Angela MERKEL pour l'accueil des réfugiés et demande un renforcement de Schengen et une réforme de l'accord de Dublin afin de soulager les pays de premier accueil des migrants ; il demande le renforcement de la zone euro et qu'un pays ne puisse plus bloquer les autres s'ils souhaitent avancer sur certaines politiques. Enfin, il demande une Europe de la défense, mais aussi de la sécurité intérieure, notamment par le renforcement de la « coopération en matière de renseignements », par la création d'un « Quartier général européen permanent » et propose d'instituer un « Conseil de sécurité européen » pouvant conseiller les décideurs européens en cas de menaces ou d'attaques.



Sur le plan institutionnel, il reprend une proposition de Daniel COHN-BENDIT de faire élire 72 députés (soit le contingent britannique) aux prochaines élections européennes sur des listes transnationales. A noter que cela s'inscrit dans le droit fil de la proposition du Britannique Andrew DUFF, ancien président des fédéralistes européens.

M MACRON proposera, lors du Conseil européen de décembre 2017, s'il est élu bien sûr, de lancer dans toute l'Union, des conventions démocratiques pendant 6 à 10 mois pour recueillir le sentiment et les idées des Européens sur l'Europe qu'ils attendent. Cette disposition avait été lancée en 2001 sous la présidence de Jacques CHIRAC, mais l'organisation des débats avait été confiée aux préfets ce qui fut une faute, tant ceux-ci sont éloignés des réalités européennes.

Sigmar GABRIEL, Emmanuel MACRON, des Européens qu'il faut encourager.

✓ Un nouveau président pour l'Allemagne

C'est le 12 février que le corps électoral élira le nouveau Président de la République fédérale d'Allemagne. Dans leur grande sagesse, les Allemands n'élisent pas leur chef d'État au suffrage universel direct. Cela leur évite de se prononcer sur l'homme ou la femme providentiel (le) qui ne fait jamais ce qu'il ou qu'elle promet, frustrant ainsi des électeurs qui ont alors tendance à aller vers le/la plus radicale.

En Allemagne, c'est l'assemblée fédérale allemande, constituée des 630 membres du Bundestag et d'autant de représentants des seize Länder du pays, qui se prononcera sur le choix du futur président ; cela rappelle le corps électoral français de 1959 qui vit l'élection du premier président de la V^e République : le Général de Gaulle.

Quatre candidats sont en lice. Christoph BUTTERWEGGE pour le parti de gauche « Die Linke, DL » ; Albrecht GLASER pour le parti d'extrême droite AfD ; Alexander HOLT, pour le parti des électeurs libres ; Frank-Walter STEINMEIER pour la coalition gouvernementale (CDU-CSU et SPD).

Sans grande surprise, Frank-Walter STEINMEIER, l'actuel Ministre des Affaires étrangères, la personnalité préférée des Allemands, sera élu et prendra officiellement ses fonctions le 18 mars. A noter que le Président est élu pour 5 ans et qu'il ne peut se représenter qu'une seule fois.

Joachim GAUCK, le Président sortant ne sollicitait pas un deuxième mandat considérant ses 77 ans. C'est un Européen fervent qui remplacera un autre Européen fervent et si les prérogatives du Chef d'État ne sont pas celles que l'on connaît en France, c'est une personnalité morale qui est écoutée des citoyens et des politiques. Son influence n'est donc pas négligeable et le rôle de représentation de son pays sur la scène internationale peut être un point fort aussi pour l'Union européenne.

En stratège avisée, Angela MERKEL, en acceptant un candidat SPD, écarte celui qui aurait pu être un challenger redoutable lors des élections législatives et donc à la Chancellerie.

✓ AIRBUS, bien placé en commandes, moins bien en livraison

Au 31 décembre 2016, AIRBUS enregistrait 6 874 appareils commandés contre 5 715 pour BOEING. En terme financier, cela représente 1 069 milliards d'euros pour le premier et 429 pour le second. Le succès commercial est une réalité qui assure 10 ans de travail aux équipes de l'avionneur européen.



Cependant, sa faiblesse est industrielle, bien que l'année 2016 ait été marquée par une meilleure capacité de production avec 688 avions livrés ; BOEING tient toujours la corde en matière de livraison avec 748 avions produits. 60 avions d'écart, cela pourrait paraître dérisoire au regard des commandes. En réalité il n'en est rien car 75% du prix de l'avion n'est payé qu'à la livraison. La solidité financière des avionneurs dépend donc de leur capacité à livrer dans les meilleurs délais les avions commandés.

En 2017, AIRBUS devrait améliorer sa production avec au moins 700 avions sortis de ses usines. Sur le plan commercial, les deux avionneurs s'attendent à des carnets de commandes moins importants qu'en 2016 ; En tous cas, ni l'un, ni l'autre ne doivent baisser la garde car les Chinois pointent le bout de leur fuselage ; dans un dizaine d'année, ils seront concurrentiels !

BREXIT : vers une sortie dure... ce n'est pas sûr !

✚ *L'Ambassadeur britannique auprès de l'Union européenne démissionne avec fracas.*

Après le Commissaire européen britannique qui démissionnait au lendemain du référendum, c'est au tour de l'Ambassadeur auprès de l'Union de le suivre, le 3 janvier. Sir Ivan ROGERS, le Haut fonctionnaire le plus chevronné en matière d'affaires européennes, avait déjà agacé Mme MAY en publiant en décembre 2016, une note annonçant qu'une sortie dure de l'Union entraînerait 10 ans de négociations, notamment en matière de libre échange avec les pays du Commonwealth et la Chine. Il attirait l'attention aussi sur les fausses promesses des radicaux du BREXIT qui ne connaissaient rien au lien tissé depuis 45 ans entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

En quittant ses fonctions, Sir ROGERS met l'accent sur le fait que toute mise en garde contre des objectifs inatteignables ou le fait de considérer le point de vue des 27 autres partenaires du Royaume-Uni sont jugés comme du défaitisme, certains allant jusqu'à considérer de tels propos comme une trahison. Dans une lettre à ses collaborateurs, il les incite à maintenir le cap de la vérité de langage sur les faits, ce que résume l'ancien directeur de cabinet de Tony BLAIR : « Si les serveurs de l'Etat ne peuvent donner des avis francs ni montrer où sont les pièges, les ministres tomberont dedans ».

✚ *BREXIT dure, une clarification attendue*

Dans un discours prononcé le 17 janvier, la Première Ministre britannique annonce une sortie totale de son pays : « Le Royaume-Uni quitte l'Union européenne. Nous n'aurons pas un pied dedans, un pied dehors. Nous ne cherchons pas à garder des morceaux de notre adhésion ». Sortir du marché unique pour retrouver sa souveraineté vis-à-vis de la Cour de Justice et limiter l'immigration européenne, ce sont des priorités logiques, le référendum ayant porté sur ces aspects.

Donald TUSK, Michel BARNIER et Guy VERHOFSTADT ont salué cette clarification. Mais, est-ce aussi clair que cela ? Ce n'est pas évident. Dans le même discours, Mme MAY dit à peu près tout et son contraire. Ainsi, elle veut sortir du marché unique, donc abandonner les droits de douane communs appliqués aux frontières de l'Union et de la Turquie, mais demande : « L'accès le plus large possible au marché unique sur une base de réciprocité ». Elle veut contrôler l'immigration européenne mais reconnaît que son pays a besoin de main-d'œuvre étrangère. A ce propos la City met en garde sur le besoin d'experts financiers extérieurs, 12% des salariés de la City étant des citoyens de l'Union. Rien n'est dit quant au statut des 3,3 millions d'Européens vivant au Royaume-Uni, si ce n'est que leur sort sera fonction de la réciprocité avec les 1, 2 million de Britanniques qui vivent dans l'Union.



Mme MAY annonce que son gouvernement engagera des négociations commerciales avec les USA et les pays du Commonwealth. Guy VERHOFSTADT répond que cela ne peut s'envisager qu'après la sortie effective de l'Union, les traités indiquant que la politique commerciale extérieure est de la seule compétence de l'Union.

Tout ceci montre combien seront difficiles les négociations et, bien que le « hart BREXIT » semble être le choix du gouvernement britannique, il y a encore trop de confusion dans les propositions de Mme MAY qui essaie de ménager les radicaux et les modérés de son gouvernement, mais aussi du Parlement.

Quelques conséquences économiques et financières

Une récente enquête faite auprès de 254 dirigeants de sociétés étrangères installées en Grande-Bretagne montre que c'est l'Allemagne qui serait la grande bénéficiaire de relocalisations devant les Pays-Bas, la France arrivant en 3^e position. 14% des entreprises estiment que le BREXIT entraînera le transfert, en tout ou partie de leurs activités sur le continent. L'impact sera fort sur l'industrie manufacturière et financière du pays.

Sur le plan monétaire, les fluctuations de la livre varient au rythme des déclarations de Mme MAY. Depuis juin 2016, la monnaie britannique a perdu 20% de sa valeur. Après son discours du 17 janvier, les marchés ont estimé qu'un BREXIT dur était dommageable pour l'économie britannique et la livre a chuté passant sous la barre de 1,20 dollar et de 1,13 euro, contre 1,36 en juin.

La City prend les devants en proposant que les activités liées aux transactions financières en euro soit supervisées conjointement par la BCE et l'autorité britannique. L'enjeu est de taille car 80% des produits dérivés de taux d'intérêt en euro sont compensés à Londres. Si cette activité venait à être délocalisée, probablement à Francfort, ce sont 232 000 emplois qui seraient perdus

Ces quelques éléments montrent que l'on n'est pas au bout de nos peines, tant d'un côté que de l'autre. Le problème est aiguë sur le plan politique par la situation de l'Ecosse, de l'Irlande du Nord et de Gibraltar qui n'ont pas l'intention de quitter l'Union. La négociation qui s'annonce sera double : interne entre les territoires qui constituent le Royaume-Uni et externe entre ce pays et ses 27 partenaires au sein de l'Union. Les négociateurs de l'Union doivent donc tenir compte d'éléments complexes.

Il faut éviter, me semble-t-il, que la négociation ne prenne en compte que les aspects économiques, mais tienne compte aussi du facteur humain. S'il doit y avoir sortie, elle doit tenir compte qu'un jour, le Royaume-Uni reviendra : cette perspective ne facilite pas les solutions à trouver.

TRUMP contre l'Europe, pourquoi ?

Les États-Unis d'Amérique ont toujours soutenu la création d'une union entre Européens. Dès 1947, avec le plan Marshall, ils contraignaient les pays bénéficiaires de cette aide à s'organiser entre eux pour la gérer. Cela aboutit à la création de la première organisation de coopération : l'organisation européenne de coopération économique (OECE) devenue en 1961 l'OCDE.

Et s'il y eut des périodes de tensions, les désaccords n'ont jamais duré ; Europe et Amérique sont liées par l'histoire, par l'économie et par le fondement de toute société civilisée : le respect des droits de l'homme et des minorités dans un cadre démocratique. Il y a donc davantage de points communs entre ces deux blocs, qu'il n'y a de divergences. Alors, quelle



mouche a piqué le nouveau Président des USA de vouloir détruire ce que ces prédécesseurs, sans discontinuité, ont accompagné depuis plus de 70 ans ?

Les propos tenus envers les Mexicains, envers le monde musulman, envers les Européens montrent que cet homme est de la trempe des ERDOGAN, des ORBAN, des KACZYNSKI, des POUTINE et autres autocrates proclamés. Détenir le pouvoir absolu, rejeter ceux qui sont différents, réduire les libertés, défier les autres et fermer les frontières comme l'on ferme les portes d'une prison, voilà ce que veut cet homme avec tous les dangers conflictuels que cela induit !

Cet homme est un danger pour la stabilité du monde. Il a un mérite, celui d'avoir réveillé les Européens qui n'apprécient pas d'être insultés et qui, somme toute, après le BREXIT, commencent à comprendre que l'Union européenne mérite d'être préservée.

Les attaques de Donald TRUMP contre Angela MERKEL sur l'immigration sont à mettre en parallèle avec sa volonté d'affaiblir les constructeurs allemands au premier rang desquels BMW, Mercedes et Volkswagen ; M TRUMP ne sait sans doute pas que ces constructeurs produisent 850 000 voitures par an sur le territoire américain dont 50% sont destinées à l'exportation, ce qui est donc favorable à sa balance commerciale, même si celle-ci reste déficitaire vis-à-vis de l'Allemagne.

En félicitant Mme MAY pour le BREXIT et en lui proposant un partenariat privilégié, ce que ne permettent pas les traités tant que le Royaume-Uni est dans l'Union, il pose le premier pas sur les marches de l'Europe ; ce n'est pas innocent.

Les propos de M TRUMP sont insultants, provocateurs et grossiers, nul n'en disconvient.

Mais sa pensée est plus fine que les commentateurs ne le soulignent. Faire chuter l'Union, c'est s'assurer l'élimination de la première puissance économique du monde, c'est empêcher que se constitue à moyen terme une puissance politique disposant d'une diplomatie aussi forte que celle américaine et d'une défense interne et externe, certes pas aussi grande que celle de l'Amérique, mais suffisante pour se projeter sur des conflits sans l'autorisation préalable des États-Unis. M TRUMP préfère discuter avec chaque État plutôt qu'avec un ensemble solidaire. L'Amérique de TRUMP se veut hégémonique. Deux obstacles à cela : la Chine et l'Union européenne. C'est pour cela, à mon sens, qu'il s'en prend aujourd'hui à ces deux « blocs » et cela perdurera tant que le rapport de force interne à ce grand pays ne se sera pas installé, ramenant alors Donald à moins d'orgueil démesuré et à moins de cancanages inutiles.

Pour clore ce sujet, je soulignerai le danger des personnes et formations politiques qui applaudissent M TRUMP : Marine LE PEN et le Front national en France, Geert WILDERS et le PVV aux Pays-Bas, Frauke PETRY et l'AfD en Allemagne, pas vraiment des modèles de modération et de démocratie !

Prochaine actualité européenne présentée à la Maison de l'Europe et des Européens par Alain REGUILLON

Mardi 7 mars à 19 h 00

